



PROCES-VERBAL DE VISITE

ETABLISSEMENT	MAISON DE RETRAITE UDAZKENA
REFERENCE	E483.00349
COMMUNE	64500 SAINT-JEAN-DE-LUZ
ADRESSE	19 Avenue André Ithurralde
DATE	31 mars 2021
OBJET	visite avant ouverture au public

I. PARTICIPATION A LA VISITE

Conformément au décret 95-260 du 8 mars 1995 relatif aux commissions consultatives de sécurité et d'accessibilité (circulaire du 22 juin 1995), la commission de sécurité s'est réunie en application des dispositions des articles R 123-35 à 48 du Code de la construction et de l'habitation, afin d'effectuer la visite citée en objet. Cette visite concerne la phase 1 du programme (réception de l'EHPAD)

MEMBRES DE LA COMMISSION

Le Préfet, Président ou son représentant	Mme COURTIAGUE
Le Maire de la commune ou son représentant	Mme LOUBET-LATOURE
Le Directeur départemental de la sécurité publique ou son représentant	Capitaine LEYMARIE
Le sapeur-pompier titulaire du brevet prévention (PRV2/PRV3), rapporteur	Capitaine REGERAT

RESPONSABLES DE L'ETABLISSEMENT

Le directeur adjoint du CHCB	M ENCARNIERE
Services techniques du CHCB	M BARRE & CASTELEIN

ASSISTAIENT EGALEMENT A LA REUNION

Agent communal	M MAISONNAVE
Cabinet d'architectes	Mme LEMEUNIER
Coordinateur SSI	M FISCH
Contrôleur technique agréé VERITAS	M SOMET
Entreprise ICADE	M HOSTETTLER

II. SITUATION ADMINISTRATIVE

L'établissement est assujéti aux dispositions fixées par :

1. le Code de la construction et de l'habitation,
2. le Code du travail pour les parties réservées aux travailleurs,

3. l'arrêté préfectoral n° 64-2016-09-12-004 en date du 12 septembre 2016 portant approbation du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie du département des Pyrénées-Atlantiques,
- I. le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP, pris en application de l'article R 123-12 du Code de la construction et de l'habitation, livre I à livre IV, en fonction du type et de la catégorie de l'établissement concerné, en particulier les arrêtés des 19 novembre 2001 (type J) et 10 décembre 2004 (type U).

III. EFFECTIF ET CLASSEMENT

L'effectif maximum des personnes susceptibles d'être admises simultanément est déterminé ci-après :

EHPAD :

1 pers / lit :	82 personnes
1 pers / 3 lits au titre des visiteurs :	28 personnes
Personnel (déclaration) :	20 personnes

130 personnes

Etablissement recevant du public de type J de 4^{ème} catégorie.

IV. DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT

- **Implantation** : les plancher bas des niveaux supérieurs sont à moins de 8 mètres et disposent de plusieurs linéaires de façades accessibles et de points d'accès judicieusement répartis.
- **Isolement** : les deux établissements seront isolés entre eux par des parois coupe-feu 2 heures. La communication entre les deux se fera au moyen d'un sas au rez-de-jardin. L'isolement par rapport au parc de stationnement, sera au moyen d'une dalle coupe-feu 2 heures et de parois coupe-feu 1 h 30. Ces entités seront construites en phase 3 du programme.
- **Construction et aménagements intérieurs** : stabilité au feu de degré ½ heure, planchers coupe-feu ½ heure, réalisation de zones conformes aux articles J 10.
- **Dégagements** : les dégagements sont en nombre et qualité réglementaires, bien répartis sans cul de sac supérieur à 10 mètres.
- **Ventilation** : les installations de VMC respectent l'article CH 43.
- **Désenfumage** : les escaliers encloués sont désenfumés naturellement. Toutes les circulations horizontales (à l'exception des circulations de service du RDJ), sont désenfumées mécaniquement conformément aux dispositions de l'instruction technique 246.
- **Electricité** : les installations sont conformes à la norme NFC 15.100 et secourues par le groupe électrogène du centre hospitalier.
- **Eclairage de sécurité** : par blocs autonomes d'éclairage de sécurité.
- **Installation de gaz** : aucune installation de gaz combustible n'existe.
- **Chauffage** : par circulation d'eau chaude provenant d'une chaufferie implantée dans un autre bâtiment du site.
- **Locaux à risques** : les locaux à risques moyens sont isolés coupe-feu de degré 1 heure.
- **Les moyens de secours** : 2 PIN (dont 1 à proximité), plans et consignes, personnel formé, SSI de catégorie A, téléphone urbain et extincteurs appropriés aux risques.

V. CONTROLE DE L'ETABLISSEMENT

1. **CONTROLE DES PRESCRIPTIONS EISEES LORS DE L'ETUDE DU DOSSIER**

1. Faire réceptionner avec le concours des sapeurs-pompiers de Saint-Jean-de-Luz, dès son installation, la nouvelle bouche incendie : REALISE

2. DOCUMENTS PRESENTES

Documents de réception de travaux

Intitulé du document	Date	Vérificateur	Observations
Attestation maître d'ouvrage solidité à froid	23/03/2021	VERITAS M SOMET	N'a pas émis d'avis défavorable
Rapport de vérifications réglementaires après travaux RVRAT	29/03/2021	VERITAS M SOMET	5 observations
Procès-verbal de réception du SSI	17/03/2021	Siemens	
Certificat de conformité poteau d'incendie	22/09/2020	SOCATP	
Relevé débit pression du poteau d'incendie	22/09/2020	SOCATP	

3. RESULTATS DES ESSAIS EFFECTUES

- Détecteurs de fumées : Satisfaisant
- Déclencheur manuel : Satisfaisant
- Alarme : Satisfaisant
- Eclairage : Satisfaisant
- Recoupement : Satisfaisant
- Ferme-porte : Satisfaisant
- Désenfumage : Satisfaisant
- Issues de secours : Satisfaisant
- Plan : Satisfaisant

4. ANOMALIES CONSTATEES LORS DE LA VISITE

Les boutons moletés sur les portes ne sont pas en place

VI. ANALYSE DES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE

Nouvel établissement répondant entièrement à la réglementation en vigueur.

VII. PRESCRIPTIONS

1. Mettre en place des boutons d'ouverture facile sur les issues de secours.
2. Présenter le RVRAT vierge d'observations suite à l'aménagement des cuisines.

PRESCRIPTIONS PERMANENTES

Maintenir parfaitement libres et accessibles, en toutes circonstances, les issues de secours de l'établissement (art. R 123-4 et 7 du CCH).

Tenir à jour le registre de sécurité de l'établissement conformément aux dispositions fixées par l'article R 123-51 du Code de la construction et de l'habitation.

Faire vérifier périodiquement, selon la réglementation en vigueur, les installations techniques de l'établissement et remédier aux anomalies éventuellement relevées par les techniciens compétents et les organismes agréés intervenus. Le SDIS 64 a conçu des fiches qui peuvent aider les exploitants à mieux
SAINT-JEAN-DE-LUZ - MAISON DE RETRAITE UDAZKENA - UNITE DE SOINS ACTIFS (USA) - visite avant ouverture au public -3/4
31 mars 2021

comprendre leurs obligations en matière d'entretiens et de vérifications périodiques des installations techniques et de sécurité. Elles sont disponibles sur le site Internet de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques (<http://www.pyrenees-atlantiques.pref.gouv.fr>) sous les rubriques : politiques publique / sécurité / protection civile / sécurité incendie et établissements recevant du public / fiches d'entretien.

Afficher de façon apparente près de l'entrée principale, l'avis relatif au contrôle de sécurité incendie prévu par les dispositions de l'article GE 5 dûment rempli par l'exploitant et sous sa responsabilité, en fonction des renseignements figurant dans l'autorisation d'ouverture.

Respecter les dispositions des articles L 111-8, R 111-19-13 à R 111-19-15 du Code de la construction et de l'habitation lorsque des travaux sont prévus dans l'établissement. Ceux-ci ne peuvent être effectués qu'après autorisation du Maire, délivrée après avis de la commission de sécurité compétente.

RECOMMANDATIONS

Mettre en place une signalétique dans l'escalier en sur-pression.

VIII. AVIS DE LA COMMISSION

La commission de sécurité émet un avis favorable à l'ouverture de l'établissement et au fonctionnement de l'établissement, assorti de la réalisation des prescriptions susvisées.

IX. RAPPELS

PROCHAINE VISITE

Conformément aux dispositions de l'article GE 4 du règlement de sécurité du 25 juin 1980 précité, cet établissement doit être visité périodiquement par la commission de sécurité au moins tous les 3 ans.

OBLIGATIONS DE L'EXPLOITANT

La liste des prescriptions n'est pas exhaustive.

➤ Article R 123-43 du Code de la construction et de l'habitation

"Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. A cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par des organismes ou personnes agréées dans les conditions fixées par l'arrêté du Ministre de l'Intérieur ou des Ministres intéressés. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement".

➤ Article R 123-3 du Code de la construction et de l'habitation

"Les constructeurs, propriétaires et exploitants des établissements recevant du public sont tenus, tant au moment de la construction qu'au cours de l'exploitation, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes".

OBLIGATIONS DE L'AUTORITE DE POLICE

En application des dispositions de l'article R 123-49 du Code de la construction et de l'habitation, le Maire notifie le résultat de la visite et sa décision à l'exploitant soit par voie administrative, soit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Pour le Préfet, Président de la commission,
et par délégation,

Pour le Préfet et par délégation



Catherine COURTIAGUE

VILLE DE SAINT-JEAN-DE-LUZ



EXTRAIT

DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

ÉTABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

MAISON DE RETRAITE UDAZKENA (EHPAD)

2021-AG-0679

Le Maire de Saint-Jean-de-Luz,

Vu l'article L 2212-2 du code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R 111-19, R 123-1 à R 123-55,

Vu l'avis favorable de la commission de sécurité de l'arrondissement de Bayonne en date du 31 mars 2021,

ARRÊTE :

Article 1 - L'établissement dénommé «MAISON DE RETRAITE UDAZKENA (EHPAD)», référencé E 483.00349, sis 19 avenue André Ithurralde, 64500 Saint Jean de Luz,

Type : J

Catégorie : 4

Effectif théorique : 130 personnes

Est autorisé à ouvrir au public.

Article 2 - Le responsable de l'établissement est tenu de se conformer aux prescriptions de la commission d'arrondissement pour la Sécurité Incendie dans les ERP et IGH et de s'assurer que les installations sont maintenues et entretenues en conformité avec les dispositions du Règlement de Sécurité contre les risques d'incendie et de panique relatifs aux établissements recevant du public.

Article 3 - Le présent arrêté sera notifié au responsable de l'établissement et porté à la connaissance du public par voie d'affichage notamment à l'entrée de l'établissement.

Article 4 - Le Directeur général des services, le Directeur des services techniques municipaux, le Commissaire de police et les agents placés sous leurs ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit sur le registre des arrêtés du Maire.

Saint-Jean-de-Luz, le 7 avril 2021

Le Maire

Jean François IRIGOYEN



Saint-Jean-de-Luz, le 7 avril 2021



Affaire suivie par :
Jean-Yves Maisonnave
Tél. 05 59 51 61 83
Fax. 05 59 51 61 29
jean-yves.maisonnave@saintjeandeluz.fr

Monsieur le directeur
Centre hospitalier de la Côte Basque
Avenue Jacques Loeb
64100 BAYONNE

Recommandé AR

Objet : Notification procès-verbal commission de sécurité
Maison de retraite Udazkena
N/Réf. : JYM/NM /N°077

Monsieur le directeur,

J'ai l'honneur de vous notifier le procès-verbal de visite de la Commission de Sécurité de l'arrondissement de Bayonne en date du 31 mars 2021 concernant la maison de retraite Udazkena ainsi que l'arrêté municipal d'ouverture.

S'agissant des prescriptions proposées par la commission dans le cadre des dispositions de l'article 42 du décret n° 95 260 du 8 mars 1995, il est rappelé aux exploitants qu'ils sont tenus (article R 123-43 du code de la construction et de l'habitation) de faire procéder périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par des organismes ou personnes agréés dans les conditions réglementairement fixées. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement.

Trois fiches techniques relatives au suivi des établissements recevant du public, établies par le service départemental d'incendie et de secours 64, sont disponibles en consultation sur le site internet de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques (<http://www.pyrenees-atlantiques.pref.gouv.fr/index.htm>), sous les rubriques « sécurité civile / établissements recevant du public ».

Vous souhaitant bonne réception de la présente, je vous prie d'agréer, Monsieur le directeur, l'expression de mes salutations distinguées.

Charlotte Loubet-Latour
« Conseillère municipale déléguée
aux commissions de sécurité »



P.J. – procès-verbal
Arrêté ouverture

Hôtel de Ville
Place Louis XIV
B.P. 229
64 502 Saint-Jean-de-Luz Cedex

Herriko Etxea
Luis XIV Plaza
B.P. 229
64 502 Donibane Cedex

www.saintjeandeluz.fr

Le Directeur Adjoint
E. ENCONNIERE

